
TABLE DES MATIÈRES

ABRÉVIATIONS	V
INTRODUCTION	1
§ 1. Généralités	1
A. Objet du droit international privé	1
B. Hétérogénéité du droit international privé	3
§ 2. Sources du droit international privé	5
A. Les sources internes du droit international privé	5
B. Les sources internationales du droit international privé	10
C. La place croissante du droit communautaire	18
PREMIÈRE PARTIE LES CONFLITS DE LOIS	25
LIVRE 1 THÉORIE GÉNÉRALE DES CONFLITS DE LOIS	29
TITRE 1 LES FONDEMENTS DE LA THÉORIE DES CONFLITS DE LOIS	31
CHAPITRE 1 Les fondements historiques	32
SECTION 1. LA PHASE PRÉDOCTRINALE	32
SECTION 2. LA PHASE MÉDIÉVALE	33
SECTION 3. LA PHASE TERRITORIALISTE	34
§ 1. Le territorialisme français	35
§ 2. Le territorialisme hollandais	36
§ 3. Le territorialisme anglais et américain	36

SECTION 4. LA PHASE PERSONNALISTE	37
SECTION 5. LA PHASE « SAVIGNIENNE »	39
SECTION 6. LA PÉRIODE MODERNE	40
§ 1. La critique de la doctrine de Savigny	40
§ 2. Une conception pragmatique du conflit de lois	42
A. La conception radicale	42
B. La conception modérée	44
CHAPITRE 2 Les fondements méthodologiques	45
SECTION 1. LA MÉTHODE BILATÉRALISTE	46
§ 1. L'analyse classique de la règle de conflit bilatérale	46
A. La structure de la règle de conflit	46
B. Les caractères de la règle de conflit	47
§ 2. L'altération de l'analyse classique de la règle de conflit	48
A. Les correctifs à l'application mécanique de la règle de conflit	48
B. L'influence du contenu des lois en conflit sur la désignation de la loi applicable	50
SECTION 2. LA MÉTHODE UNILATÉRALISTE	52
§ 1. Les aspects théoriques de l'unilatéralisme	52
A. Les bases de l'unilatéralisme	52
B. Les défauts de l'unilatéralisme	54
§ 2. Les applications pratiques de l'unilatéralisme	54
A. Les règles de conflit unilatérales	55
B. Les lois de police	56
TITRE 2 LES ÉTAPES DU RÈGLEMENT DU CONFLIT DE LOIS ...	63
CHAPITRE 1 La qualification	64
SECTION 1. LE CHOIX DE L'ORDRE JURIDIQUE DEVANT OPÉRER LA QUALIFICATION	65
§ 1. Position du problème et principe de solution	65
§ 2. La qualification <i>lege fori</i>	67
A. Les arguments en faveur de la qualification <i>lege fori</i>	67
B. Les inconvénients de la qualification <i>lege fori</i>	68
SECTION 2. LE CHOIX DE LA CATÉGORIE INTERNE	69
§ 1. Les principales catégories	69
§ 2. Les problèmes de choix	70

A. Le conflit des catégories internes	70
B. L'insuffisance des catégories internes	71
CHAPITRE 2 Le rattachement	74
SECTION 1. LE CONFLIT DE RATTACHEMENTS	75
§ 1. Le renvoi en droit positif	76
A. Le renvoi au premier degré	76
B. Le renvoi au second degré	78
§ 2. La controverse sur le renvoi	79
A. Les thèses hostiles au renvoi	79
B. Les thèses favorables au renvoi	80
SECTION 2. L'ÉVOLUTION DU RATTACHEMENT	84
§ 1. L'application de la théorie des droits acquis	85
A. Le contenu de la théorie des droits acquis	85
B. L'application de la théorie des droits acquis à la résolution du conflit mobile	86
§ 2. L'application des règles internes de conflit de lois dans le temps	87
§ 3. L'interprétation de la règle de conflit	88
SECTION 3. LE RATTACHEMENT DES QUESTIONS PRÉALABLES	89
TITRE 3 LA MISE EN ŒUVRE DE LA RÈGLE DE CONFLIT	93
CHAPITRE 1 L'application de la règle de conflit	94
SECTION 1. LE CARACTÈRE OBLIGATOIRE DE LA RÈGLE DE CONFLIT	94
§ 1. Le cas où l'une des parties invoque la loi étrangère désignée par la règle de conflit	95
§ 2. Le cas où aucune partie n'invoque la loi étrangère désignée par la règle de conflit	96
A. Le problème de l'application d'office dans le silence des parties	96
B. La force obligatoire de la règle de conflit à l'égard des parties	102
SECTION 2. LA RÉALISATION DE LA RÈGLE DE CONFLIT	104
§ 1. La connaissance de la loi étrangère	104
A. La charge de la preuve de la loi étrangère	105
B. Les procédés de preuve de la loi étrangère	109

§ 2. L'interprétation de la loi étrangère	110
A. L'interprétation souveraine de la loi étrangère par le juge du fond	110
B. Le contrôle de la Cour de cassation	111
CHAPITRE 2 Les obstacles à l'application de la règle de conflit	114
SECTION 1. L'EXCEPTION D'ORDRE PUBLIC	114
§ 1. Le contenu de l'ordre public	115
§ 2. Les conditions de l'intervention de l'ordre public	117
A. Le critère du résultat concret	117
B. Le critère de la proximité	118
§ 3. Les effets de l'intervention de l'ordre public	122
SECTION 2. LA FRAUDE À LA LOI	122
§ 1. Les éléments de la fraude à la loi	123
A. L'élément matériel	123
B. L'élément intentionnel	124
§ 2. La sanction de la fraude à la loi	125
LIVRE 2 DROIT SPÉCIAL DES CONFLITS DE LOIS	127
TITRE 1 LE STATUT PERSONNEL	129
CHAPITRE 1 La controverse sur le rattachement du statut personnel	130
SECTION 1. LES DONNÉES DU DÉBAT	131
§ 1. Les arguments en faveur de la nationalité	131
§ 2. Les arguments en faveur du domicile	132
SECTION 2. LE SENS DU DROIT POSITIF	134
CHAPITRE 2 Le statut individuel	136
SECTION 1. L'IDENTIFICATION DE LA PERSONNE	137
§ 1. L'état civil	137
§ 2. Le nom	138
SECTION 2. LA CAPACITÉ DE LA PERSONNE	141
§ 1. L'incapacité envisagée à l'occasion d'un acte ponctuel	142
A. La variation du domaine de la loi nationale en fonction de la nature de l'incapacité	142
B. Le refoulement de la loi nationale	143

§ 2. La protection organique des incapables	145
A. La compétence de principe de la loi nationale	145
B. La Convention de La Haye du 5 octobre 1961 sur la protection des mineurs	147
C. La Convention du 13 janvier 2000 sur la protection internationale des adultes	150
CHAPITRE 3 Le statut familial	153
SECTION 1. LE MARIAGE	155
§ 1. La formation du mariage	155
A. Les conditions de fond du mariage	156
B. Les conditions de forme du mariage	159
§ 2. Les effets du mariage	162
A. La loi applicable aux effets du mariage	163
B. Le domaine de la loi des effets du mariage	164
§ 3. La dissolution ou le relâchement du mariage	166
A. L'article 309 du Code civil	167
B. Les facteurs de complication	169
SECTION 2. LA FILIATION	175
§ 1. Les filiations par le sang	175
A. Les articles 311-14 et 311-15 du Code civil	177
B. Les articles 311-17 et 311-18 du Code civil	179
C. Les difficultés d'application communes aux articles 311-14 à 311-18 du Code civil	180
§ 2. La filiation adoptive	184
A. Les règles de conflit en matière d'adoption internationale	184
B. La Convention de La Haye du 29 mai 1993	188
TITRE 2 LE STATUT RÉEL	191
CHAPITRE 1 Les droits réels	192
SECTION 1. LA COMPÉTENCE DE PRINCIPE DE LA LEX REI SITAE	193
§ 1. Les fondements de la compétence de la <i>lex rei sitae</i>	194
§ 2. Les problèmes de localisation de certains meubles	195
SECTION 2. LE DOMAINE DE LA LEX REI SITAE	195
§ 1. La nature et le contenu des droits réels	196
§ 2. L'acquisition des droits réels	196
§ 3. Le conflit mobile	198

CHAPITRE 2 Les successions	200
SECTION 1. LA DÉTERMINATION DE LA LOI SUCCESSORALE	201
§ 1. La succession ab intestat	201
A. Les immeubles	201
B. Les meubles	202
C. La combinaison entre règles de conflit	203
§ 2. La succession testamentaire	204
A. Les règles de fond	204
B. Les règles de forme	204
SECTION 2. LES DÉROGATIONS À L'APPLICATION DE LA LOI SUCCESSORALE	205
§ 1. La concurrence d'une loi plus pertinente	206
A. La loi personnelle	206
B. La lex rei sitae	206
§ 2. La prééminence de considérations substantielles	207
TITRE 3 DROIT DES OBLIGATIONS	209
CHAPITRE 1 Les faits juridiques	210
SECTION 1. LES DÉLITS ET QUASI-DÉLITS	210
§ 1. La compétence de la loi du lieu de survenance	211
§ 2. Les problèmes de mise en œuvre de la loi du lieu de survenance	214
SECTION 2. LES QUASI-CONTRATS	218
CHAPITRE 2 Les contrats	219
SECTION 1. LES RÈGLES DE FOND	220
§ 1. La théorie subjective de la loi applicable au contrat	220
A. Le contenu de la théorie subjective	220
B. Les conséquences de la théorie subjective	221
§ 2. La théorie objective de la loi applicable au contrat	222
A. La critique des fondements de la théorie subjective	222
B. Les conséquences de la théorie objective	223
§ 3. La position intermédiaire du droit positif	224
A. La liberté de choix	226
B. Le rattachement du contrat en l'absence de choix	229
C. Le domaine de la loi du contrat	234

SECTION 2. LES RÈGLES DE FORME	235
§ 1. Le caractère facultatif de la règle <i>locus regit actum</i>	236
A. Le principe du caractère facultatif	236
B. Les termes de l'option	238
§ 2. L'écartement de la règle <i>locus regit actum</i>	239
CHAPITRE 3 Les régimes matrimoniaux	241
SECTION 1. LA LOI APPLICABLE AU RÉGIME MATRIMONIAL	243
§ 1. La loi applicable au moment du mariage	243
A. La loi choisie par les époux	243
B. La loi applicable à défaut de choix par les époux	245
§ 2. Le changement de la loi applicable	246
A. Le changement volontaire	246
B. Le changement automatique	249
SECTION 2. LE DOMAINE DE LA LOI APPLICABLE AU RÉGIME MATRIMONIAL	251
§ 1. L'étendue du domaine	251
§ 2. Les limites du domaine	251
DEUXIÈME PARTIE LES CONFLITS DE JURIDICTIONS	253
TITRE 1 LA COMPÉTENCE JUDICIAIRE INTERNATIONALE	255
CHAPITRE 1 Le droit français	256
SECTION 1. LES RÈGLES DE COMPÉTENCE JUDICIAIRE INTERNATIONALE	256
§ 1. Les fondements du dispositif français	256
A. Les fondements théoriques	257
B. Les fondements historiques	259
§ 2. Le contenu du dispositif français	261
A. La règle ordinaire de compétence	261
B. Les articles 14 et 15 du Code civil	263
C. Les immunités	268
SECTION 2. LE RÉGIME DE LA COMPÉTENCE JUDICIAIRE INTERNATIONALE	272
§ 1. La sanction de l'incompétence	272
§ 2. Les conflits de procédures	273
A. La litispendance	273

B. La connexité	274
§ 3. La possibilité pour les parties de déroger aux règles de compétence internationale	275
A. Les clauses attributives de juridiction	276
B. Les clauses compromissoires	277
CHAPITRE 2 Le droit de source internationale	279
SECTION 1. LE RÈGLEMENT DU CONSEIL DU 22 DÉCEMBRE 2000 EN MATIÈRE CIVILE ET COMMERCIALE (OU RÈGLEMENT « BRUXELLES I »)	281
§ 1. Les règles de compétence	282
A. Les compétences non exclusives	282
B. Les compétences exclusives	289
§ 2. Le régime de la compétence	290
A. La sanction de l'incompétence	290
B. Les conflits de procédures	290
C. La prorogation volontaire de compétence	291
SECTION 2. LE RÈGLEMENT DU CONSEIL DU 29 MAI 2000 EN MATIÈRE MATRIMONIALE ET EN MATIÈRE DE RESPONSABILITÉ PARENTALE DES ENFANTS COMMUNS (OU RÈGLEMENT « BRUXELLES II ») ET LE RÈGLEMENT DU CONSEIL DU 27 NOVEMBRE 2003 (OU RÈGLEMENT « BRUXELLES II BIS »)	293
§ 1. Les règles de compétence	294
§ 2. Le régime de la compétence	295
TITRE 2 L'EFFET DES JUGEMENTS ÉTRANGERS	297
CHAPITRE 1 Le droit français	298
SECTION 1. L'EFFET SUBORDONNÉ À L'EXEQUATUR	299
§ 1. L'objet de l'instance en exequatur	299
A. Les décisions concernées par l'exequatur	299
B. Les effets recherchés par l'instance en exequatur	300
§ 2. Les conditions d'efficacité des jugements étrangers	301
A. La compétence du tribunal étranger	302
B. L'application de la loi compétente d'après les règles françaises de conflit	304
C. La conformité à l'ordre public international	305
D. L'absence de fraude à la loi	306

SECTION 2. L'EFFET NON SUBORDONNÉ À L'EXEQUATUR	306
CHAPITRE 2 Le droit de source internationale	309
TROISIÈME PARTIE LES SUJETS DU DROIT INTERNATIONAL	
PRIVÉ	313
CHAPITRE 1 Le droit de la nationalité	314
SECTION 1. LES DONNÉES GÉNÉRALES DU DROIT DE LA NATIONALITÉ	314
§ 1. La notion de nationalité	315
A. Définition de la nationalité	315
B. Effets de la nationalité	317
§ 2. Les sources du droit de la nationalité	318
A. La liberté des États	318
B. Les conflits de nationalités	319
SECTION 2. LE DISPOSITIF FRANÇAIS	322
§ 1. L'attribution de la nationalité française	323
A. L'attribution à raison de la filiation	323
B. L'attribution à raison de la naissance en France	324
§ 2. L'acquisition de la nationalité française	325
A. Les modes d'acquisition de la nationalité française	325
B. Les effets de l'acquisition de la nationalité française	330
§ 3. La perte de la nationalité française	331
A. La perte par déclaration	331
B. La perte par décret	332
C. La perte par jugement	333
D. La réintégration dans la nationalité française	334
§ 4. Le contentieux de la nationalité	334
CHAPITRE 2 La condition des étrangers	336
BIBLIOGRAPHIE	339
INDEX ALPHABÉTIQUE	341